



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

TRANSPORTS, ÉNERGIE, ENTREPRISES PUBLIQUES, COOPÉRATION

(Direction du Budget, 1935-1973)

Répertoire méthodique détaillé

établi par Marie-France Delval

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Transports, énergie, coopération.....	7
Pelurier du bureau C2.....	7
Transports.....	7
Energie.....	8
Entreprises publiques.....	9
Coopération.....	10
Autres sujets suivis par le bureau.....	13

Référence

B-0008631 - B-0008666

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Transports, énergie, entreprises publiques, coopération.

Dates extrêmes

1935-1973

Noms des principaux producteurs

Direction du Budget, bureau C2 (aide et coopération)

Importance matérielle

36 boîtes, soit 4,50 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement de 1974 portant la référence PH 30/74

Historique du producteur

Les prémices de la direction du Budget datent de la fin du XVIII^e siècle. L'Ancien Régime ne pratiquait pas la centralisation comptable, recettes et dépenses de l'État pouvant être confiées à des gestionnaires privés. Par décret du 4 septembre 1790, l'Assemblée nationale constituante, repartant des institutions de l'Ancien Régime, prévoit l'existence d'une direction générale du trésor public, d'un plan d'organisation du trésor public et d'un comité de trésorerie. Par décret de mars 1791, un « bureau central de la comptabilité » est créé, sous l'autorité du comité de trésorerie. Les impôts sont établis par des lois, mais sans qu'existe pour autant une véritable autorisation des dépenses et des recettes réalisant l'idée de budget. Trente ans plus tard, les grands principes de la procédure budgétaire (unité, annualité, universalité, spécialité) sont instaurés par l'ordonnance du 14 septembre 1822 : le ministère des finances devient alors le coordonnateur et le censeur des autres ministères. Les fonctions de préparation et de contrôle de l'exécution du budget ont alors été assurées par un bureau de la direction générale de la Comptabilité publique (DGCP) jusqu'en 1919. Avec l'accroissement

de la taille de l'État, et à un moment où la remise en ordre des finances publiques et un contrôle plus strict des opérations budgétaires (engagement et réalisation de la dépense) sont nécessaires, la direction du Budget et du Contrôle financier est créée par la loi du 21 octobre 1919 et le décret du 7 novembre 1919 en extrayant les bureaux concernés de la DGCP, qui est alors recentrée sur ses fonctions de comptabilité publique. La direction du Budget et du Contrôle financier est alors organisée en trois bureaux, et chargée de tous les travaux relatifs à la présentation du budget de l'État et au contrôle des dépenses publiques, ainsi que de l'examen de toutes les mesures concernant le statut et les rémunérations des agents de l'État. Elle reçoit la tutelle du contrôle des dépenses engagées, dont la comptabilité a été prescrite dans chaque ministère par l'article 59 de la loi de finances pour 1891. En vertu de cette prérogative, elle peut exercer le contrôle préalable et donner un avis sur les projets de budget (loi du 10 août 1922, art. 4). Cette loi du 10 août 1922, dite loi Marin, dessaisit les ministères dépensiers de leur propre contrôle au profit de celui, exclusif, de l'administration des finances (art.2). Avec la poursuite de l'accroissement de la taille de l'État, la DBCF se développe jusqu'au milieu des années 1930 et partage avec la direction du mouvement général des fonds la conduite de la politique économique de la France. Au milieu des années 1930, la très grave crise financière exige une intervention de l'État plus active dans la vie économique. Le concept d'économie nationale semble traduire une nouvelle perspective, dont l'objectif majeur serait de soumettre l'activité économique à une finalité sociale. A cette occasion, la DBCF perd une partie de ses missions (décret du 14 novembre 1936). Recentrée, avec quatre bureaux, sur la préparation du budget, le contrôle budgétaire et les écritures budgétaires, elle devient direction du budget et cède à cette occasion le contrôle des dépenses engagées du ministère des finances à l'inspection générale des finances ; le contrôle des administrations financières à un secrétariat général ; le contrôle des collectivités locales, offices et entreprises subventionnées, à une direction du contrôle financier et des participations publiques. Après la Libération, le développement croissant du rôle de l'État dans l'économie nationale fait de la direction du budget un instrument de conception de la politique du gouvernement. Elle est organisée en 4 sous-directions répartis en 16 bureaux. L'article 8 de la loi du 6 août 1955 attribue des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale au ministre des finances : il est chargé de contresigner seul les textes prévus pour l'exécution matérielle du budget, dont le projet est établi par ses propres services (décret du 19 juin 1956). Enfin, la direction du budget joue un rôle majeur dans la préparation et la rédaction des textes de mise en œuvre des dispositions constitutionnelles relatives au mode de présentation du budget de l'État (décret du 19 juin 1956 et ordonnance du 2 janvier 1959). La direction du Budget va progressivement augmenter en taille en créant en 1975 les bureaux sectoriels (elle compte alors 6 sous-directions réparties en 24 bureaux) puis en mettant en œuvre la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) en 2006 (elle compte désormais 8 sous-directions réparties en 28 bureaux). La mise en œuvre de la LOLF entre 2001 et 2006 révolutionne le cadre d'élaboration du budget de l'État, réalisé auparavant dans le cadre de l'ordonnance du 2 janvier 1959, et accroît la transparence des documents budgétaires rédigés par la direction du Budget. Si les missions de la direction du budget restent aujourd'hui inchangées, l'histoire de la direction du Budget est marquée par de grandes dates, souvent liées à l'histoire économique et financière française, comme par exemple Le plan de relance de l'économie en 2009-2010 et l'adoption et la mise en œuvre de la nouvelle gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) en 2012.

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

La cote B-0008644 a été recotée en B-0008643.

Mode de classement

Thématique

Présentation du contenu

Ce versement est constitué de dossiers concernant le suivi et le contrôle budgétaire d'entreprises publiques ou d'organismes en lien avec les secteurs des transports, de l'énergie ou intervenant dans le domaine de la coopération, principalement en Algérie.

Indexation

contrôle budgétaire

transports

énergie

aide au développement

entreprise publique

B-0008631/1 - B-0008666/1

Transports, énergie, entreprises publiques, coopération.

1935-1973

B-0008631/1

Pelurier du bureau C2.

1959-1962

B-0008632/1, B-0008657/1 - B-0008660/2

Transports.

1948-1972

B-0008632/1

Réorganisation des transports de la région parisienne (1956-1968) ; transports routiers (1951-1969) ; société nationale des chemins de fer (SNCF) (1949-1972) ; procédure d'expropriation pour la réalisation d'infrastructures (1967-1969) ; taxis et voitures de remise (1971) ; coordination des transports et harmonisation des tarifs (1948-1956) ; transports d'intérêt local (1959-1970) ; chemins de fer de la France d'outre-mer (1959-1969) ; politique européenne de transports (1963-1967) ; fiscalité des transports (1950-1967) ; parc de stationnement régional de Saint-Germain-en-Laye (1967-1970) : projet de loi, projet de décret, projet de convention, notes d'information, notes de présentation, notes, compte-rendu, bordereaux, correspondance.

1948-1972

B-0008657/1 – B-0008659/1

Organisation de gestion et de sécurité aéronautique (OGSA).

1959-1969

B-0008657/1

Création : travaux préparatoires, décrets, notes d'information, organigramme (1959-1963) ; gestion financière (1963-1967) ; exploitation des aérodromes civils (1964-1965) ; gestion du personnel (1962-1966) ; fonctionnement des directions techniques (1963) ; agence comptable (1962-1963) ; nomination du contrôleur financier (1960-1965) ; désignation des membres du conseil d'administration (1962-1967) : arrêtés, décisions, instructions, notes, rapports, procès-verbaux, bordereaux d'envoi, correspondance ; notes d'information et comptes rendus des conseils d'administration (1962-1967).

1959-1967

B-0008658/1

Statut du personnel (1962-1967) ; indemnités (1956-1966) ; affiliation aux caisses de retraite (1965-1967) ; logement (1963-1966) ; licenciements (1966) ; rémunération des personnels d'exécution (1962) ; rémunération du personnel d'encadrement (1962-1967) ; mesures diverses (1963-1965) : décrets, projet de statut, mémoire, notes, décisions, journal officiel, comptes-rendus, tableaux, bordereaux d'envoi, correspondance.

1956-1967

B-0008658/2

Rémunération des personnels d'exécution (1966) ; rémunération de l'agent comptable (1967) ; rémunération du directeur (1963-1968) : notes.

1963-1968

B-0008659/1

Comptes financiers (1962-1967) ; budget (1967) ; dissolution de l'OGSA (1964-1969) : protocole, notes d'information, notes, journal officiel, étude, états, tableaux, correspondance ; activités des aérodromes algériens : statistiques, documentation (1963-1967).

1962-1969

B-0008660/1 – B-0008660/2

Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA).

1960-1968

B-0008660/1

Comptes financiers.

1960-1968

B-0008660/2

Organisation et mise en place : projet de décret, journal officiel, notes, rapports, comptes-rendus, correspondance.

1965-1968

B-0008633/1 – B-0008637/2

Energie.

1935-1973

B-0008635/1

Compagnie Nationale du Rhône. - Modification des statuts (1939-1973) ; divers (1959-1962) : notes d'information, notes, bordereaux, courrier ; rapports sur les comptes et la gestion (1959-1967).

1939-1973

B-0008635/2

Caisse Nationale de l'Energie : notes d'information, notes, rapports.

1957-1969

B-0008635/3

Gaz de France. - Politique tarifaire (1953-1962) ; prévisions budgétaires (1960-1968) ; participations (1960-1965) ; divers (1959-1970) : notes d'information, notes, correspondance ; rapport sur les comptes et la gestion (1973).

1953-1973

B-0008636/1 - B-0008636/2

Electricité de France.

1947-1970

B-0008636/1

Situation financière (1954-1966) ; participations (1959-1964) ; échanges extérieurs (1947-1970) ; tarification (1954-1968) ; fonds d'amortissement des changes d'électrification (1947-1964) ; désignation et rémunération des commissaires aux comptes (1947-1954) ; divers (1951-1969) : notes d'information, notes, rapports, exposés, bordereaux d'envoi, correspondance.

1947-1970

B-0008636/2

Comptes et gestion : rapports.

1959-1965

B-0008637/1 – B-0008637/2

Charbonnages et houillères.

1935-1968

B-0008637/1

Prises de participation dans des sociétés. - La Gare des mines, groupement de vente de Benzols, société de contrôle et de réception des combustibles, société d'habitation le Foyer du Mineur et du combattant, société d'exploitation de Port-Victor, société audonienne de manutention et de transport, société immobilière des mines du nord, société industrielle et commerciale du Cuivre, société Ethyl-Synthèse, société la Lorraine gazière, société Manufrance à Rotterdam, société

Manufrance en Belgique, union pour la construction dans le bassin lorrain, société UGILOR, société Amonia et union chimique et minière, société de développement régional, société civile immobilière de Forbach, société immobilière de Creutzwald, société immobilière de la ville de Freymin, société immobilière UGINE-LORRAINE, société des bétons-gaz de Lorraine, société générale d'importation du charbon, société rouennaise de transport : projet de décret, notes, procès-verbaux, statuts, contrats, bordereaux, correspondance.

1935-1957

B-0008637/2

Comptes et gestion : rapports, bilans de l'exercice 1960 (1961-1964), notes, correspondance (1954-1968).

1954-1968

B-0008633/1 – B-0008634/2

Hydrocarbures.

1945-1966

B-0008633/1

Régime fiscal (1946-1965) ; redevance minière applicable aux hydrocarbures (1954-1958) ; commission de la chimie du pétrole (1950-1958) : loi, projets de décret, projets d'arrêtés, ordonnance, notes d'information, notes, rapports, procès-verbaux, bordereaux, correspondance.

1946-1965

B-0008633/2

Prix des produits pétroliers (1966) ; fonds de soutien aux hydrocarbures (1953-1962) ; société des transports pétroliers par pipe line Le Havre-Paris (1950-1954) ; bureau de recherches de pétrole (1946-1965) ; SN REPAL (1960-1965) ; régie autonome des pétroles (1955-1959) ; stocks de sécurité de produits pétroliers (1945-1960) : projets de décrets, notes d'information, notes, rapports, bordereaux, correspondance.

1945-1966

B-0008634/1

Institut français du pétrole. - Commissaires aux comptes : rapports (1959) ; exposé sur les activités techniques (1953) ; situation en matière de formation des cadres : notes, ordre du jour (1959) ; correspondance (1951-1966).

1951-1966

B-0008634/2

Emirats pétroliers : études (1964) ; textes sur les hydrocarbures : décrets, arrêtés (1954-1960) ; mission de M. de MARGERIE : rapport (1958) ; politique pétrolière : notes, tableaux (1956-1963) ; zones de servitude près du gisement du gaz du Lacq : projet de loi, projet de convention, avis du Conseil d'Etat, notes d'information, procès-verbaux, bordereaux d'envoi (1960-1966).

1954-1966

B-0008638/1 – B-0008639/1

Entreprises publiques.

1962-1971

B-0008638/1, B-0008639/1

Financement au cours du V^e Plan.

1962-1971

B-0008638/1

Perspectives (1969) ; Charbonnages de France (1966-1969) ; Gaz de France (1966-1971) ; Electricité de France (1966-1969) : notes, études budgétaires,

bilans, tableaux ; notes de séance (1967-1969) ; compte rendus de réunion (1969) ; rapport provisoire (1969).

1966-1971

B-0008639/1

Note d'orientation sur le programme de travail des commissions (1969) ; réforme de la taxe sur le chiffre d'affaires ; composition des comités (1969-1970) ; comités de l'électricité (1969-1970) ; réunion du fonds de développement économique et social (1962-1971) : projets de rapport, compte-rendu, documentation, correspondance.

1962-1971

B-0008638/2

Recensement des dépenses publiques : étude.

1968-1969

B-0008640/1 – B-00086656/2, B-0008661/1 - B-0008665/1

Coopération.

1952-1973

B-0008640/1

Bureau d'investissement en Afrique (BIA), rapports annuels (1959-1962) ; textes sur le fonctionnement du BIA : articles de loi, décrets (1952-1962) ; budgets (1962-1964) ; gisement de Gara Djebilet (1963-1965) ; aide financière aux entreprises (1962) ; dissolution du BIA (1964-1965) : projet de décret, projet d'arrêté, projet de convention, notes d'information, notes, rapports, compte-rendu, correspondance.

1952-1965

B-0008640/2

Accords franco-malgaches du 2 avril 1960 : décret, travaux parlementaires, convention, texte de l'accord (1960-1965) ; négociations : projet de traité, fiches, documentation (1973) ; accord du 4 juin 1973 : texte de l'accord, convention, échange de lettres (1973) ; documentation sur l'évolution économique (1973).

1960-1973

B-0008640/3

Société française d'études et de réalisations (SOFRECOM) : notes.

1968

B-0008641/1 – B-0008641/2

Organisation commune des régions sahariennes (OCRS).

1962-1967

B-0008641/1

Budgets : arrêtés, projets d'arrêtés, notes d'information, tableaux, bordereaux d'envoi, correspondance.

1962-1967

B-0008641/2

Liquidation : décret, projet de décret, projet de convention, projet de protocole, notes, rapports, exposés, annexes, procès-verbaux, bordereaux d'envoi, correspondance.

1963-1967

B-0008641/3 – B-0008643/2

Organisme technique de mise en valeur des richesses du sous-sol saharien.

1962-1966

B-0008641/3

Règlement du personnel non contractuel (1962) ; dévolution des biens de l'organisation (1962-1965) : projet de protocole, annexes, procès-verbal, bordereaux d'envoi, correspondance.

	1962-1965
B-0008642/1 - B-0008642/2	
Conseils d'administration : notes, procès-verbaux, états, ordres du jour.	1962-1966
B-0008642/1	
1962-1964	
B-0008642/2	
1965-1966	
B-0008643/1	
Budgets.	1962-1965
B-0008643/2	
Aménagement aéronautique (1963) ; situation financière (1962-1965) : états, tableaux, comptes-rendus, correspondance ; textes réglementaires : décisions, statut (1962-1963).	1962-1965
B-0008645/1 – B-0008656/1, B-0008665/2, B-0008666/1	
Algérie.	1957-1968
B-0008645/1 – B-0008647/1	
Budgets des services civils : propositions de dépenses, autorisations nouvelles : fiches, tableaux, correspondance.	1959-1962
B-0008645/1	
Budget 1960.	1959-1960
B-0008645/2	
Budget 1961.	1960-1961
B-0008646/1 B0008647/1	
Budget 1962.	1961-1962
B-0008646/1	
1961	
B-0008647/1	
1961-1962	
B-0008648/1 – B-0008656/2	
Caisse d'équipement de l'Algérie (CEDA).	1957-1968
B-0008648/1	
Organisation (1957-1967) ; exécution des programmes d'investissement (1958-1967) ; contrôle financier (1959-1963) : décrets, arrêtés, ordonnance, circulaire, instruction, projet de convention, rapports, avis, notes, comptes-rendus, bordereaux d'envoi, correspondance.	1957-1967
B-0008649/1	
Incidence des accords franco-algériens sur la situation financière : correspondance (1967) ; exercice financier : rapports, états, tableaux (1959-1966).	1959-1967
B-0008650/1 – B-0008651/1	

Rapports particuliers sur les comptes et la gestion.

1959-1967

B-0008650/1

1959-1963

B-0008651/1

1964-1967

B-0008652/1

Budget de fonctionnement (1960-1967) : demande de solution, rapports, états, correspondance.

1960-1967

B-0008652/2

Rémunération des personnels : affaires particulières, rapports, états, correspondance.

1960-1967

B-0008653/1 – B-0008655/2

Programmes d'équipement.

1959-1968

B-0008653/1 – B-0008654/1

Comités directeurs et comités techniques.

1959-1968

B-0008653/1

Procès-verbaux des réunions.

1959-1967

B-0008654/1

Approbation des délibérations : arrêtés, notes d'information, notes, procès-verbaux, fiches, états, bordereaux, correspondance.

1959-1968

B-0008655/1

Exécution de programmes : rapports, délibérations, résultats comptables.

1959-1964

B-0008655/2

Règlement des dépenses d'équipement public : note de présentation, notes, procès-verbal, tableaux (1962-1967) ; problèmes financiers des communes rurales : note de présentation, rapport (1960) ; rapport de synthèse sur la gestion et l'utilisation des crédits TIC dans les départements algériens (1959).

1959-1967

B-0008656/1

Comité des prêts et garanties : procès-verbaux de réunion.

1960-1967

B-0008656/2

Aide de la France : loi, projet de convention, mémorandum, notes, procès-verbaux, comptes-rendus, lettres, rapports, bilans, bordereaux, correspondance.

1962-1965

B-0008665/2

Industrialisation. - Opérations à moyen terme garanties par la COFACE (1965) ; projet de création du centre national de coopération industrielle et économique (1967) ; conseil de la recherche scientifique (1963-1967) : notes, rapports, tableaux, correspondance ; documentation sur les projets industriels en Algérie (1969) ; rapport sur les comptes et la gestion de la caisse algérienne d'aménagement du territoire (1960).

1960-1969

B-0008666/1

Organisme de coopération industrielle. - Conseil d'administration : procès-verbaux (1966-1969), rapport sur le budget (1966), rapport d'activité (1966), comptes financiers : rapports, bilans, balances (1966-1968).

1966-1969

B-0008661/1 – B-0008665/1

Office de coopération radiophonique (OCORA).

1956-1968

B-0008661/1

Réforme des statuts (1961-1968) ; situation immobilière (1956-1966) ; association universitaire pour le développement de l'enseignement et de la culture en Afrique et à Madagascar (AUDECAM) (1965-1967) ; situation des personnels en comparaison avec ceux de Radio Télédiffusion française (RTF) : demande de solution, décret, arrêtés, statuts, notes d'information, notes, instruction, rapport, exposés, correspondance.

1956-1968

B-0008662/1

Conseil d'administration : procès-verbaux.

1962-1968

B-0008663/1

Activités du studio-école : documentation (1964-1966) ; bilans d'activité (1966-1968) ; débats du Conseil supérieur (1965-1967).

1964-1968

B-0008664/1

Budgets : notes, tableaux, annexes, correspondance.

1965-1968

B-0008664/2

Comptes financiers : rapports, bilans, annexes.

1965-1967

B-0008665/1

Rapports de la Commission de vérification des comptes des entreprises publiques.

1961-1968

B-0008639/2

Autres sujets suivis par le bureau. - Equipement de la Corse (1948-1951) ; demande de solution, indemnités des magistrats municipaux (1943-1965) ; budget départemental (1943-1964) ; budget de la ville de Paris (1959-1961) ; règlement des actes d'état civil (19521-962) ; réforme hospitalière (1958) ; subvention pour les colonies de vacances (1948-1957) ; personnel du bureau de recherches géologiques et minières (1962-1963) ; divers (1949-1964) ; rémunération des soins en hôpital rural (1959-1960) : notes d'information, notes, compte-rendu, graphiques, correspondance.

1943-1965